

## Nigeria : sous le coup de menaces d'intervention militaire américaine, le président Tinubu sur la corde raide

Ohimai Amaize | 9 janvier 2026 | ARTICLES | 



Ce texte est une traduction de l'article « [With Trump's threats of military intervention in Nigeria, Tinubu faces a delicate balancing act](#) », publié par l'Atlantic Council le 5 novembre 2025.

Les relations entre les États-Unis et le Nigeria ont pris un tour critique ces derniers jours, élargissant ainsi le fossé entre Abuja et Washington. Le 31 octobre, le président américain a annoncé le [retour du Nigeria](#) dans la catégorie de « pays particulièrement préoccupant » (Country of Particular Concern, CPC) pour violations graves de la liberté religieuse. Le lendemain, dans un message publié sur les réseaux sociaux, Donald Trump a menacé le Nigeria d'une intervention militaire et d'une suspension totale de l'aide américaine si son gouvernement « continuait à permettre le massacre de chrétiens ».

Pour le président nigérian Bola Tinubu, cet anathème et ces menaces n'auraient pas pu survenir à un moment plus délicat sur le plan domestique. Alors que sa population dépasse les [230 millions d'habitants](#), le Nigeria ne parvient pas à sortir de [l'inflation](#), de ses [difficultés monétaires](#) et d'une [pauvreté généralisée](#), malgré de récentes réformes. En désignant le pays comme CPC, Washington remet en question la capacité de son gouvernement à protéger ses citoyens contre les violences à motivation religieuse. Le moment exige donc du Nigeria qu'il adopte une posture diplomatique plus cohérente à l'égard des États-Unis.

### Une relation fondée sur des intérêts mutuels

La relation entre les États-Unis et le Nigeria a historiquement reposé sur un partenariat pragmatique. Les États-Unis représentent le [premier investisseur étranger](#) au Nigeria, avec des flux dirigés vers les secteurs du pétrole et du gaz, du commerce de gros et

des services. Les échanges bilatéraux [ont dépassé 13 milliards de dollars en 2024](#) et le Nigeria figure parmi les principaux marchés africains pour les exportations américaines.

Washington fournit également un soutien stratégique en matière de sécurité, notamment sous forme de formation militaire, d'aide à la lutte contre le terrorisme et de ventes d'armes limitées, afin d'aider le Nigeria puisse face à des groupes tels que Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest, tout en luttant contre la piraterie dans le golfe de Guinée. Le Nigeria, quant à lui, demeure un [partenaire stratégique](#) pour les intérêts américains dans la région, confrontée à des crises multiples liées à l'extrémisme, aux migrations et au recul de la démocratie. Sous le mandat de Tinubu, la relation a cependant semblé s'effriter, non pas en raison d'une hostilité ouverte, mais d'un désengagement mutuel.

## Une dérive diplomatique

Investi en mai 2023, Bola Tinubu ne s'est toujours pas rendu à Washington et a laissé un vide diplomatique s'installer. En septembre 2023, le président nigérian [a rappelé](#) tous ses ambassadeurs à travers le monde et n'a toujours pas nommé leurs remplaçants permanents. De plus, il était notablement absent de la [réunion organisée en juillet par Donald Trump avec les dirigeants](#) ouest-africains. La distance prise par Tinubu à l'égard de la Maison-Blanche peut également traduire une certaine prudence politique de sa part, à la suite du regain d'attention médiatique autour de son passé aux États-Unis, notamment ses [liens](#) avec une affaire pénale au niveau fédéral et des interrogations concernant ses [diplômes universitaires](#).

Bien que Bola Tinubu ait nommé quelques consuls généraux et chargés d'affaires (notamment à [Washington](#)) en début d'année, les experts de la politique étrangère nigériane [font remarquer](#) que ces mesures temporaires sont loin de correspondre à la représentation attendue d'un pays de l'envergure du Nigeria et [des rapports](#) ont également détaillé l'état préoccupant des missions diplomatiques nigérianes. Si les responsables à Abuja invoquent des [contraintes budgétaires](#) pour expliquer le retard dans la nomination des ambassadeurs, Tinubu ferait désormais savoir qu'il est en train de [finaliser](#) une liste de candidats dans ce contexte de tensions avec les États-Unis.

## Une diplomatie hésitante

Les contacts de Bola Tinubu avec l'administration Trump semblent limités. En avril, à Paris, il [a rencontré](#) pour la première fois Massad Boulos, citoyen nigérian et conseiller principal de Donald Trump pour l'Afrique. Si cette entrevue a marqué une ouverture timide, rien n'indique toutefois qu'elle a débouché sur une relation suivie, même officieuse.

Massad Boulos lui-même a récemment suscité une polémique au Nigeria lorsqu'il a [déclaré publiquement](#) que les chrétiens n'y étaient pas les seules victimes de violence. Ce propos s'écarterait de ce qu'[affirmaient](#) certains groupes de défense confessionnels, selon qui un génocide contre les chrétiens serait en cours au Nigeria, une thèse qui trouve un écho important auprès d'une partie de l'électorat de Donald Trump. La tentative de Boulos d'apporter une certaine nuance au débat semble avoir peu influé sur la perception partagée à Washington selon laquelle Abuja n'a pas fait assez pour contenir la violence extrémiste ou pour démontrer que le sujet des attaques à caractère religieux était pris à bras le corps.

Toutefois, avant même l'ouverture de ce débat sur la liberté religieuse, des frictions existaient sur d'autres fronts. En effet, au début du mois de juillet, le gouvernement nigérian [s'était engagé à résister aux pressions](#) de l'administration Trump visant à accepter des ressortissants vénézuéliens ou d'autres pays tiers expulsés des États-Unis.

## Ce qu'implique la désignation de « pays particulièrement préoccupant » pour le Nigeria

Être classé comme CPC n'est pas symbolique. En vertu de la loi de 1998 sur la liberté religieuse internationale (The International Religious Freedom Act, [IRFA](#)), cette désignation place le pays en question dans la catégorie des États qui « ont commis ou toléré des violations particulièrement graves contre la liberté religieuse ». Cela peut entraîner des répercussions diplomatiques et, dans certains cas, des sanctions ciblées ou des restrictions d'aide, sauf si le président accorde une dérogation pour des raisons de sécurité nationale.

Le Nigeria a été inscrit pour la première fois sur la liste CPC en 2020, au cours de la première administration Trump, mais en avait été retiré en [2021](#) par l'administration Biden, avant la visite du secrétaire d'État Antony Blinken dans le pays. Cette décision avait suscité de [vives critiques](#) de la part de la Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale (USCIRF), un organisme indépendant créé par l'IRFA. En octobre dernier, le sénateur républicain du Texas [Ted Cruz](#) a présenté [un projet de loi](#) demandant le retour du Nigeria dans la catégorie de CPC, accompagné de l'imposition de sanctions et de mesures contre les responsables nigériens qui « appliquent ou soutiennent les lois sur le blasphème et la charia ». Cette nouvelle désignation marque donc un revirement politique et constitue un avertissement : Washington attend des progrès en matière de protection de la liberté religieuse, sous peine de conséquences.

## À la croisée des chemins

Bola Tinubu, lui-même musulman, est sur une ligne de crête dans un pays divisé à parts égales entre musulmans et chrétiens. À l'approche de l'élection présidentielle de 2023, son choix d'un colistier musulman originaire de l'État de Borno, dans le Nord-Est du Nigeria, [avait suscité l'opposition](#) de certains électeurs, qui considéraient cette décision comme contraire à la diversité religieuse de leur pays. Alors que l'administration Tinubu a vigoureusement [rejeté](#) l'idée d'un « génocide chrétien » au Nigeria, arguant que cette formulation ne reflétait pas la situation réelle dans le pays, des organisations terroristes ont pris pour cible [des églises](#), [kidnappé des membres du clergé](#) et commis des [massacres](#) dans des communautés agricoles chrétiennes. La désignation du Nigeria comme CPC par Washington met ainsi au défi les dirigeants nigériens de lutter plus résolument contre la violence extrémiste visant les chrétiens.

Pour Bola Tinubu, qui a déjà obtenu le [soutien](#) de son parti pour sa réélection en 2027, la façon dont il approchera cette question déterminera sa crédibilité en matière de politique étrangère, ainsi que ce qui restera de son passage au pouvoir. Sur le plan intérieur, s'il est originaire du Sud du Nigeria, à majorité chrétienne, il doit éviter de s'aliéner le Nord du pays, à majorité musulmane, ou d'alimenter les perceptions d'un alignement sur l'Occident au sujet de la présentation de la crise sécuritaire dans le pays. Sur le plan international, il doit rassurer ses partenaires sur l'engagement de son gouvernement à défendre le pluralisme et à poursuivre les responsables d'atrocités commises pour des motifs religieux.

Le coût de l'inaction pourrait être lourd. Le statut de CPC pourrait compliquer la coopération en matière de sécurité, notamment aux niveaux de la formation militaire et du partage de renseignements, et renforcer les [inquiétudes](#) concernant l'environnement des investissements étrangers au Nigeria, à moins qu'Abuja ne montre des progrès tangibles.

Au fond, cette désignation met surtout en évidence la fragilité du contrat social nigérian. Lorsque le Nigeria a accédé à l'indépendance en 1960, ses fondateurs envisageaient un pays où le pluralisme ethnique et religieux serait une réalité. Des décennies plus tard, la polarisation religieuse et ethnique croissante menace cette vision. À moins que l'administration Tinubu ne s'attaque à la corruption, à la pauvreté et à l'insécurité, toute difficulté diplomatique paraîtra secondaire par rapport à une désintégration déjà avancée au niveau domestique.

## La voie à suivre

Pour rétablir la confiance, des mesures concrètes s'imposent. Bola Tinubu devrait :

1. Réaffirmer sa présence à Washington. En tant que plus grande démocratie africaine (en population), le Nigeria devrait afficher une diplomatie à la hauteur de son statut sur la scène internationale. L'absence de représentation diplomatique solide à Washington a rendu le Nigeria de plus en plus vulnérable. Le pays a été durement touché par la nouvelle politique tarifaire américaine et [pourrait subir](#) d'autres répercussions si l'administration Trump lui faisait rejoindre la liste des États dont les ressortissants sont interdits d'entrer sur le territoire américain. Ce vide diplomatique est d'autant plus frappant que parmi les immigrants africains et les personnes d'ascendance africaine aux États-Unis, les Nigériens sont les plus nombreux. Restaurer une représentation complète à Washington permettrait de montrer qu'Abuja dispose de la volonté et des moyens nécessaires pour revitaliser les relations avec les États-Unis. Un diplomate expérimenté, disposant de liens bipartisans à Washington, pourrait contribuer à redéfinir le ton des échanges et à rétablir la confiance ;
2. Garantir la transparence et faciliter le travail d'observateurs internationaux. Le gouvernement nigérian ne peut pas se contenter de rejeter les accusations de « génocide chrétien », il doit cultiver une atmosphère de transparence qui permette aux observateurs externes de juger eux-mêmes des faits. Pour cela, il faudrait inviter l'USCIRF ou des partenaires multilatéraux (Nations unies, Union africaine) à produire des évaluations et faciliter l'accès aux journalistes, aux organisations de la société civile et aux chercheurs ;
3. Forcer l'État nigérian à rendre des comptes dans la lutte contre la violence sectaire. De nombreux citoyens se sont habitués à la complaisance du gouvernement et à l'impunité qui caractérise la violence dans certaines régions du Nigeria. La crédibilité d'Abuja au niveau national et international dépend de la mise en place de réelles conséquences pour les auteurs de violences sectaires – quelles que soient leur religion et leur région –, ainsi que de la protection des personnes capables de témoigner d'atrocités. Cela commence par un meilleur financement des forces de sécurité. La lutte contre l'insécurité risque de rester de l'ordre du mythe au Nigeria si les forces de police continuent d'y être [sous-financées](#) et [classées parmi les plus faibles](#) au monde en matière de moyens et de culture morale. Le gouvernement doit également répondre aux [préoccupations croissantes](#) concernant le fait que d'anciens combattants de Boko Haram ou d'autres groupes échappent aux programmes de réhabilitation pour repentis et réintègrent leurs communautés sans accompagnement. Indemniser les victimes, qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes, tout en leur donnant les moyens de se reconstruire et de se réinstaller, pourrait également démontrer que l'État accorde la même valeur à chaque vie nigérienne ;
4. Donner la priorité au bien-être des Nigériens et s'attaquer aux causes profondes de la violence. Le salaire minimum au

Nigeria est de 70 000 nairas (environ 48 dollars) par mois, l'un des [plus bas d'Afrique](#), tandis que les législateurs, [parmi les mieux payés au monde](#), gagnent entre 150 000 et 190 000 dollars par an, et qu'ils ont [récemment tenté](#) d'augmenter ces indemnités. Cette disparité reflète l'incapacité à aligner les dépenses de gouvernance sur la réalité de la plupart des citoyens. La sécurité à long terme dépendra donc de la lutte contre les causes profondes de l'instabilité : la pauvreté, le chômage des jeunes et l'exclusion sociale. Avec [80 millions de jeunes Nigériens](#) sans emploi, le gouvernement doit améliorer l'éducation, créer des emplois et développer le monde rural, en particulier dans les zones en proie aux conflits. Donner la priorité à ces investissements nationaux donnerait le signe d'un engagement en faveur des réformes et contribuerait à changer l'image du Nigeria au niveau mondial, en le faisant passer d'un pays gérant des crises à un pays renforçant sa résilience.

Pour leur part, les États-Unis devraient atténuer leur pression et laisser la porte ouverte au dialogue. Une condamnation sans nuance risque de provoquer une attitude défensive à Abuja : un partenariat constructif pourrait donner de meilleurs résultats. La politique américaine ne devrait pas viser uniquement à punir ou sanctionner, mais également à renforcer la capacité du Nigeria à protéger ses citoyens. Il ne fait aucun doute que la désignation du pays comme CPC constitue un signal d'alarme diplomatique. Cela ne doit néanmoins pas nécessairement annoncer une rupture des relations entre les États-Unis et le Nigeria, ni dégénérer en un conflit géopolitique plus large, la Chine ayant déjà [mis en garde](#) contre l'« ingérence » ou l'« usage de la force » par les États-Unis. Comme le dit un proverbe africain, « quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui en pâtit » et, dans ce cas, ce sont les Nigériens qui risquent de payer le prix d'une rivalité entre grandes puissances dans leur région. L'imbroglie actuel pourrait au contraire déboucher sur un point d'inflexion, incitant les deux gouvernements à réévaluer leurs priorités et à rétablir la coopération fondée sur les principes qui définissait autrefois leurs relations.

La balle est désormais dans le camp de Bola Tinubu. Alors que le Nigeria est au bord d'une crise diplomatique majeure avec l'un de ses partenaires stratégiques les plus importants, le président doit faire face à la violence extrémiste sans attiser les divisions sectaires, rétablir la confiance diplomatique avec Washington et prouver que la diversité du Nigeria est une force, et non ce qui le fera chuter. S'il parvient à trouver cet équilibre délicat, le Nigeria pourrait sortir de cette période charnière plus fort, plus crédible, plus prospère et plus uni.

Crédit photo : [Oke Oluwasegun](#)

— — — — —

## Ohimai Amaize

**Ohimai Amaize** ([@MrFixNigeria](#)) est nigérian, journaliste et rédacteur en chef à l'*Atlantic Council*, en charge de la stratégie sur les réseaux sociaux et des relations avec le public.

### Comment citer cette publication

Ohimai Amaize, « Nigeria : sous le coup de menaces d'intervention militaire américaine, le président Tinubu sur la corde raide », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 9 janvier 2026  
[<https://lerubicon.org/nigeria-sous-le-coup-de-menaces-dintervention-militaire-americaine-le-president-tinubu-sur-la-corde-raide/>].